

Le médiateur sud-africain dans le conflit burundais à Bujumbura

PANA, 01/04/2009 Bujumbura, Burundi - Le ministre sud-africain de la Défense, Charles Nqakula, médiateur dans le conflit burundais, est arrivé mercredi à Bujumbura pour une visite d'évaluation de l'état d'avancement dans la mise en application de l'accord de cessez-le-feu liant le pouvoir central et les Forces nationales de libération (FNL, rébellion) depuis septembre 2006, a-t-on appris de source diplomatique dans la capitale burundaise. Peu après son arrivée, M. Nqakula s'est rendu à Rubira, un site du nord-ouest du Burundi où sont rassemblés depuis deux semaines plus de 3.500 rebelles candidats au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration (DDR) dans une nouvelle vie socioprofessionnelle.

Le médiateur sud-africain devait poursuivre sa visite d'inspection d'une journée à Gitega, dans le centre du Burundi, où se dérouleront les opérations effectives de DDR. Plus de 21.000 ex-combattants rebelles sont, dit-on du côté des responsables des FNL, concernés par le programme de DDR. Une réunion avec les membres du Mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de la mise en application effective de l'accord de cessez-le-feu devait clore la visite du médiateur sud-africain dans la soirée de mercredi. Le laborieux accord de cessez-le-feu se trouve actuellement dans la dernière ligne droite de sa mise en application effective. L'un des derniers points majeurs encore litigieux dans l'accord porte sur l'agrément des FNL en tant que parti pouvant participer dans la légalité constitutionnelle une fois que le mouvement rebelle aura terminé de séparer la branche militaire de la branche politique. Des postes de responsabilité à accorder aux cadres rebelles dans les différentes institutions du pouvoir central restent également à convenir pour que les parties belligères souscrivent enfin à une paix des braves après plus d'une décennie de confrontation militaire sans merci. L'enjeu d'un accord global et définitif d'un cessez-le-feu au Burundi est à la fois sécuritaire et politique dans un pays qui souhaite aller aux secondes élections générales post-conflit de 2010 dans le calme et la sérénité. Six ou sept ex-principaux mouvements rebelles ayant pris une part active dans la décennie écoulée de guerre civile au Burundi avaient déjà accepté de déposer les armes deux ans avant la tenue des premières élections générales post-conflit 2005.